

BEIJING NAGE À CONTRE-COURANT

*Le triomphe des États-Unis dans le Golfe est loin de
plaire aux dirigeants vieillissants de Beijing.*

PAR JEREMY PALTIEL

LORSQUE LE MUR DE BERLIN s'est écroulé à la fin de 1989, emportant avec lui le Pacte de Varsovie, la Chine n'était pas bien vue par la communauté internationale suite au massacre de la place Tian'anmen. Les dirigeants chinois ont averti l'Occident que l'amitié de leur pays lui était plus précieuse qu'il ne le pensait. La crise du Golfe a alors donné à ce pays l'occasion de reprendre un peu de l'importance qu'il avait perdu sur la scène internationale. En appuyant les interventions proposées au Conseil de sécurité de l'ONU par les États-Unis, la Chine pouvait à nouveau solliciter des prêts auprès de la Banque mondiale et profiter de la levée des sanctions imposées contre elle par la Communauté européenne, et elle s'est permis, sans trop d'opposition, d'intenter secrètement des procès contre les apôtres de la démocratie. Le «nouvel ordre mondial», toutefois, ne plaît pas tout à fait à Beijing.

Tout d'abord, la fin de la Guerre froide a dissous le «triangle stratégique» dans lequel Beijing avait pris l'habitude de manoeuvrer. La Chine a toujours eu tendance à partager l'opinion de l'une ou l'autre des superpuissances pour assurer sa propre sécurité et éviter de se soumettre à un bloc en particulier. Malgré la considération extraordinaire dont le gouvernement de M. Bush a fait preuve à son égard (les États-Unis ont fait exception aux politiques qu'ils avaient adoptées par suite des événements du 4 juin), la Chine a joué un rôle très secondaire dans la crise actuelle au Moyen-Orient.

Beijing a quelques intérêts dans la région. Non seulement la Chine a fourni des armes à l'Irak (ainsi qu'à l'Iran, à l'Arabie saoudite et, maintenant, à la Syrie), mais encore, au cours des dernières années, l'Irak était le principal acquéreur de travailleurs de la construction chinois pour l'érection de ses infrastructures militaires et civiles. La Chine a perdu des milliards de dollars en devises fortes en raison des sanctions imposées contre l'Irak, et elle ne recouvrera vraisemblablement pas les créances qui datent de la guerre entre l'Iran et l'Irak. Toutefois, les craintes les plus vives de Beijing sont liées aux conséquences stratégiques qui découlent de la guerre.

LA CHINE A PEUT-ÊTRE OBTENU DES CONCESSIONS EN CONTREPARTIE DE L'APPUI qu'elle a accordé aux Nations Unies et de son abstention au moment du vote sur la très importante résolution 678, mais à long terme, elle n'a rien gagné. Elle préférerait manifestement un règlement pacifique «arabe» de la crise et, tout en encourageant l'Irak à se retirer du Koweït, elle a continué d'exprimer cette préférence, même après que la coalition a déclenché l'offensive, en janvier. Aujourd'hui, la Chine s'alarme, face à une éventuelle «*Pax Americana*», conjoncture où une seule superpuissance triomphante, les États-Unis, éclipserait toute possibilité d'une perspective «tiers-mondiste» distincte dans les affaires mondiales.

Au cours d'une récente visite en Europe, le ministre chinois des Affaires étrangères, M. Qian Qichen, a souligné le rôle unique que la Chine joue dans le monde en tant que «plus grand pays en développement», et il a analysé la crise du Golfe en parlant des problèmes Nord-Sud que la Guerre froide avait obscurcis. M. Deng Xiaoping a blâmé publiquement les États-Unis pour les événements de la place Tian'anmen. Il se serait écrié : «Regardez ce que vous nous avez fait, à nous qui ne vous avons rien fait.» Il considère qu'une *Pax Americana* assujettira inévitablement le régime politique chinois à des pressions plus fortes encore.

Afin de légitimer leur opposition farouche aux activistes pro-démocratiques, ses collègues et lui ont invoqué le mouvement vers la droite de la politique intérieure de Mikhaïl Gorbatchev. Selon un document du Parti communiste, «l'évolution des événements et l'agitation dans certains pays socialistes prouvent de façon encore plus convaincante que les décisions et les mesures qui ont été prises dans notre pays pour étouffer la rébellion contre-révolutionnaire de 1989 étaient tout à fait justifiées.»

Maintenant que M. Gorbatchev limite les réformes, la Chine voit en lui un allié plus fiable sur l'échiquier stratégique. Elle a offert à l'Union soviétique un important prêt en nature d'une valeur d'un milliard de francs suisses, lui procurant ainsi des denrées alimentaires et des biens de consommation dont les Soviétiques ont désespérément besoin. En contrepartie, l'URSS est

prête à lui vendre des avions de combat *Sukoi-27*. Outre qu'il améliore la capacité militaire de la Chine, ce marché fait un pied de nez aux Américains qui, après les manifestations de la place Tian'anmen, ont suspendu un accord conclu plus tôt en vertu duquel ils auraient fourni des éléments de technique d'avionique à la Chine pour son aviation militaire.

Divers dirigeants soviétiques haut placés se sont rendus à Beijing au cours des derniers mois. En février, M. Gorbatchev y a envoyé le sous-secrétaire général du Parti communiste, M. Vladimir Ivashko.

Le secrétaire général du Parti communiste chinois, M. Jiang Zemin, est allé à Moscou à son tour. À l'occasion d'une autre réunion avec un membre du Politburo, M. Li Peng, premier ministre de la Chine, a dit entretenir «les espoirs les plus sincères» concernant le développement stable en URSS ; enfin, le 1^{er} avril, le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Bessmertnykh, a annoncé avec une certaine satisfaction que les relations sino-soviétiques étaient désormais «complètement normalisées». Pour souligner cette nouvelle étape de coopération, M. Dimitri Yatzov, ministre soviétique de la Défense, s'est rendu en République populaire au début de mai ; c'était la première fois en près de trente ans que le titulaire de ce poste effectuait une visite officielle en Chine.

LE FAIT QUE LA CHINE A RÉCEMMENT REFUSÉ DE COOPÉRER AVEC HONG-KONG pour construire un nouvel aéroport et qu'elle a adopté une attitude agressive face aux préoccupations des États-Unis concernant son énorme excédent commercial révèle un durcissement de sa position envers l'Occident. Selon la théorie des contradictions de Mao Ze-dong, les États-Unis représentent maintenant la menace la plus importante pour les intérêts chinois et c'est pourquoi il conviendrait que la Chine et l'URSS fassent front commun. Les efforts de la Chine pour se rapprocher de Moscou peuvent aussi être perçus comme une tentative en vue de préserver la «communauté des nations socialistes».

Les immenses difficultés intérieures qui accablent l'URSS et l'instabilité latente de la Chine pourraient bien rendre ces mesures superflues. Non seulement les États-Unis connaissent un regain de popularité, mais le Japon gagne en puissance économique. Tout en espérant que le désaccord opposant ces deux géants économiques servira leurs intérêts, les technocrates chinois doivent se préoccuper des efforts que le Japon déploie pour faire de l'Asie sa propre sphère d'influence économique. C'est pourquoi même la perspective d'une Union soviétique plus petite ou d'une Russie revivifiée n'entravera pas l'amélioration des relations sino-soviétiques.

Sous M. Joe Clark, ancien ministre des Affaires extérieures, le Canada a prudemment accepté un projet soviétique de longue date visant à créer un régime de sécurité pour l'Asie-Pacifique, projet qui plaît plus ou moins aux États-Unis. Des pourparlers préliminaires sur la question ont eu lieu en avril, à Victoria. Les Japonais ont bien précisé qu'une telle entreprise ne les intéressait absolument pas, et la «nouvelle philosophie» soviétique n'a pas encore gagné la faveur de Tokyo. En avril, la visite tant attendue de M. Gorbatchev au Japon s'est terminée sans qu'un accord ait été conclu pour mettre fin aux conflits territoriaux qui opposent toujours ces deux pays. La Chine n'était pas fâchée de la tournure des événements, car elle demeurera un lieu privilégié pour les investissements japonais tout en conservant un rôle central, entre l'Union soviétique et le Japon, sur la scène politique et dans le domaine de la sécurité.

L'opposition à l'hégémonie constitue une des pierres angulaires de la politique étrangère chinoise. Lorsque la souveraineté du Koweït était en jeu, la Chine s'est montrée coopérative à l'ONU. Toutefois, elle s'inquiète beaucoup plus à l'idée d'une nouvelle prééminence des États-Unis. Mao Ze-dong préférerait le chaos à l'ordre et, dans la Cité interdite, les dirigeants vieillissants rejettent, eux aussi, le «nouvel ordre mondial». Pour la Chine et pour eux, c'est encore un monde divisé qui procure la plus grande sécurité. □